

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

MODALITES DE SELECTION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES POUR L'APPEL D'OFFRES OUVERT

**FOURNITURE DE MATERIELS DE POMPAGE, DISTRIBUTION ET EVACUATION DES
EAUX, RESERVOIRS ET ACCESSOIRES POUR LES EAUX USEES ET CITERNES ET
ACCESSOIRES EDCH**

**ACCORD CADRE À BONS DE COMMANDE
AVEC MINIMUM ET MAXIMUM FIXÉS EN FINANCIER**

En application du livre 1 de la deuxième partie du code de la commande publique et du CCAG/MI

Date limite de réception des candidatures, des offres et des échantillons :
MARDI 23 JUIN 2026 à 15H00

Pour tout renseignement, d'ordre administratif, technique ou financier, veuillez-vous adresser à la PFC Rambouillet uniquement via la Plate-forme des Achats de l'Etat www.marches-publics.gouv.fr en indiquant le numéro de dossier suivant : **DAF_2025_001111**.

MISE EN GARDE

Compte tenu des nombreux dysfonctionnements impactant PLACE, il est fortement recommandé aux soumissionnaires de transmettre une copie de sauvegarde sur support électronique (clé USB), comme cela est prévu dans le présent règlement de la consultation (article 13.3).

(*) DCE : dossier de consultation des entreprises

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - ARTICLE LIMINAIRE	4
ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONSULTATION	4
2.1 Allotissement et encadrement	4
2.2 Estimations de commandes	5
2.3 Historique de commandes	6
ARTICLE 3 - VARIANTE ET OPTION	7
ARTICLE 4 - DATE ET HEURE LIMITES DE RÉCEPTION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	7
ARTICLE 5 - QUESTIONS ET RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES	7
ARTICLE 6 - DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES.....	8
ARTICLE 7 - CONTENU DU DOSSIER RELATIF A LA CANDIDATURE	8
7.1 Constitution du dossier de candidature simplifiée (e-DUME)	8
7.2 Présentation de la candidature hors candidature simplifiée (hors DUME)	8
ARTICLE 8 - CRITERES D'EXAMEN DES CANDIDATURES	9
ARTICLE 9 - INFORMATIONS RELATIVES AUX CONDITIONS D'ETABLISSEMENT DES OFFRES	10
9.1 Présentation de l'offre pour chacun des lots.....	10
9.2 Conditions de recevabilité de l'offre	10
ARTICLE 10 - CONTENU DU DOSSIER RELATIF A L'OFFRE	11
ARTICLE 11 - DÉPÔT DES ÉCHANTILLONS.....	12
11.1 Échantillons.....	12
11.2 Conditions particulières d'envoi des échantillons	13
ARTICLE 12 - PRIME.....	13
ARTICLE 13 - CONDITIONS D'ENVOI DE L'OFFRE	14
13.1 Transmission des candidatures et des offres par voie électronique	15
13.2 Déroulement de la procédure de transmission du pli	15
13.3 Modalités relatives à la copie de sauvegarde.....	15
13.4 Fournisseur et espace de stockage numérique.....	16
ARTICLE 14 - GROUPEMENTS D'ENTREPRISES ET SOUS-TRAITANCE	16
ARTICLE 15 - CONDITIONS D'ATTRIBUTION	17
15.1 Le critère Qualité.....	18
15.2 Le critère Prix.....	20
15.3 Le critère Environnement et Social.....	21
ARTICLE 16 - CHARTE ET LABEL « RELATIONS FOURNISSEURS ET ACHATS RESPONSABLES » (RFAR)	22
ARTICLE 17 - PROCÉDURE DE RECOURS.....	22
17.1 Instance chargée des procédures de recours	22
17.2 Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours	23

ANNEXE

ANNEXE 1 : Etiquettes d'envoi des échantillons.

ARTICLE 1 - ARTICLE LIMINAIRE

Conformément au règlement du Conseil de l'Union européenne n° 2022/576 du 8 avril 2022 relatif aux mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine, la présente consultation n'est pas ouverte à un candidat établi sur le territoire russe ou détenu à plus de 50% par une entité établie sur ce territoire. La même restriction est applicable à un candidat qui recourt à un sous-traitant et/ou à un fournisseur implanté sur le territoire russe ou détenu à plus de 50% par une entité établie sur ce territoire, si le montant des prestations représente plus de 10% de la valeur du marché. Toute candidature ne satisfaisant pas à ce règlement sera rejetée.

En application de l'article R. 2143-4 du code de la commande publique, l'acheteur accepte d'utiliser le document unique de marché européen (DUME).

Remarques :

- les candidatures n'ont pas à être signées lors de leur dépôt. Seul le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra signer l'acte d'engagement (formulaire ATTR11) qui lui sera remis par l'acheteur ;
- le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché n'est pas tenu de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve en cours de validité que l'acheteur peut obtenir directement par le biais de l'espace de stockage numérique PLACE (fiche fournisseur / coffre-fort électronique de l'entreprise) ;
- conformément à l'article R. 2143-12 du code de la commande publique, si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent appel d'offres est ouvert. Il est soumis aux dispositions des articles R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique.

Il doit conduire à la conclusion d'un accord-cadre à bons de commande, avec minimum et maximum en financier mono-attributaire, d'une durée de quatre (4) ans à compter de la date de sa notification, conformément aux articles R. 2162-13 à R. 2162-14 du code de la commande publique.

L'accord-cadre a pour objet la fourniture de matériels de pompage, distribution et évacuation des eaux, réservoirs et accessoires et prestations de formation et maintenance associées

2.1 Allotissement et encadrement

L'accord-cadre est alloti. La prestation est décomposée en lots selon la répartition suivante :

N° de lot	Libellé du lot	RAG	Désignation longue RAG	Minimum sur 4 ans en financier	Maximum sur 4 ans en financier
1	Citernes souples pour le transport et/ou le stockage d'eaux destinées à la consommation humaine (EDCH) et leurs matériels d'environnement	1001527	Citerne souple 3500L	750 000 € HT	3 700 000 € HT
		1001530	Citerne souple 7000L		
		1001526	Citerne souple 21000L		
		1002012	Eau – Kit Isolreser 3500/7000L		

2	Réservoirs souples pour le transport et/ou le stockage d'eaux usées (EU) et leurs matériels d'environnement	1013179	Réservoir souple 3500L eaux usées	600 000 € HT	2 400 000 € HT
		1013180	Réservoir souple 7000L eaux usées		
		1013178	Réservoir souple 21000L eaux usées		
		1014034	Bac de rétention réservoir souple		
		1014038	Bac rétention eaux usées		
3	Matériels de pompage, de distribution et d'évacuation des eaux et effluents	1003168	Groupe motopompe	400 000 € HT	2 000 000 € HT
		1013239	Groupe motopompe pour eaux usées		
		1003971	Kit évacuation eaux usées		
		1005540	Rampe à eau		
		1002010	Eau - Bac à graisses		

2.2 Estimations de commandes

Les estimations de commandes sont données **à titre purement indicatif et n'engagent en aucun cas l'administration**. Elles sont données pour la durée des accords-cadres.

LOT	DÉSIGNATION DES ARTICLES	ESTIMATIONS DE COMMANDES ANNUELLES
Lot n° 1 : Citernes souples pour le transport et/ou le stockage d'eaux destinées à la consommation humaine (EDCH) et leurs matériels d'environnement	Citerne souple 3500L EDCH Transport	30
	Citerne souple 7000L EDCH Transport	60
	Citerne souple 21 000L EDCH Statique	20
	Kit isolation thermique citerne souple	60
Lot n° 2 : Réservoirs souples pour le transport et/ou le stockage d'eaux usées (EU) et leurs matériels d'environnement	Réservoir souple 3500L EU grises Transport	20
	Réservoir souple 7000L EU grises Transport	30
	Réservoir souple 21 000L EU grises Statique	10
	Bac de rétention 3500/7000L eaux usées	30
	Bac de rétention 21 000L eaux usées	10
Lot n° 3 : Matériels de pompage, de distribution et d'évacuation des eaux et effluents	Groupe motopompe EDCH	20
	Rampe de distribution EDCH	30
	Groupe motopompe eaux usées	10
	Kit évacuation eaux usées	10

	Bac à graisse	10
--	---------------	----

Les spécifications techniques figurent dans les notices techniques interarmées matériel (NTIM) suivantes :

- Concernant le lot 1 :
 - NTIM SCA-5430-0007 – Citerne souple 3500L EDCH Transport
 - NTIM SCA-5430-0008 – Citerne souple 7000L EDCH Transport
 - NTIM SCA-5430-0009 – Citerne souple 21000L EDCH Statique
 - NTIM SCA-5430-0011 – Kit isolation thermique citerne souple
- Concernant le lot 2 :
 - NTIM SCA-5430-0005 – Réservoir souple 3500L EU gris Transport
 - NTIM SCA-5430-0006 – Réservoir souple 7000L EU gris Transport
 - NTIM SCA-5430-0010 – Réservoir souple 21000L EU gris Statique
 - NTIM SCA-7240-0002 – Bacs de rétention eaux usées
- Concernant le lot 3 :
 - NTIM SCA-4320-0001 – Groupe motopompe EDCH
 - NTIM SCA-4630-0001 – Kit évacuation eaux usées
 - NTIM SCA-4630-0002 – Groupe motopompe eaux usées
 - NTIM SCA-4730-0001 – Rampe de distribution EDCH
 - NTIM SCA-7240-0001 – Bac à graisses

Ces fiches techniques sont annexées au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et jointes au dossier de consultation des entreprises (DCE).

2.3 Historique de commandes

Le détail des commandes passées sur les anciennes procédures par articles au cours des trois dernières années est donné **à titre purement indicatif et n'engage pas l'administration.**

DÉSIGNATION DES ARTICLES	2022		2023		2024		2025	
	BDC	Quantités commandées	BDC	Quantités commandées	BDC	Quantités commandées	BDC	Quantités commandées
Citerne souple 3500L EDCH Transport	2	1	0	0	0	0	0	0
Citerne souple 7000L EDCH Transport	2	26	0	0	0	0	1	80
Citerne souple 21 000L EDCH Statique	1	11	0	0	0	0	1	31
Kit isolation thermique citerne souple	3	100	1	50	0	0	1	10
Réservoir souple 3500L EU grises Transport	2	11	0	0	0	0	1	30
Réservoir souple 7000L	2	46	0	0	0	0	1	80

EU grises Transport								
Réservoir souple 21 000L EU grises Statique	2	16	0	0	0	0	1	20
Bac de rétention 3500/7000L eaux usées	3	76	0	0	0	0	1	80
Bac de rétention 21 000L eaux usées	2	7	0	0	0	0	1	20
Groupe motopompe EDCH	1	1	2	55	0	0	1	40
Rampe de distribution EDCH	1	1	0	0	0	0	1	40
Groupe motopompe eaux usées	2	31	0	0	0	0	1	20
Kit évacuation eaux usées	2	21	1	10	0	0	0	0
Bac à graisse	Nouvel article							

ARTICLE 3 - VARIANTE ET OPTION

Les variantes ne sont pas autorisées et aucune option n'est demandée par l'administration.

ARTICLE 4 - DATE ET HEURE LIMITES DE RÉCEPTION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

La candidature et l'offre dématérialisées sont à transmettre via PLACE pour le :

MARDI 23 JUIN 2026 à 15H00

Les plis électroniques reçus après la date et l'heure limites fixées ne seront pas ouverts. La date et l'heure limites prises en compte sont la date et l'heure de réception sur PLACE.

NB : L'horodatage officiel de PLACE fait seul foi pour déclarer les offres irrecevables.

ARTICLE 5 - QUESTIONS ET RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Toute question devra parvenir à la Plate-Forme Commissariat de Rambouillet via PLACE, au plus tard **quinze (15) jours calendaires** avant la date limite de réception des offres (DLRO).

Les réponses et renseignements complémentaires sont publiés sur PLACE, au plus tard **six (6) jours calendaires** avant la date limite fixée pour la réception des candidatures et des offres.

Pour les questions posées ultérieurement, la personne publique ne sera pas tenue de répondre et le soumissionnaire ne pourra s'en prévaloir pour faire reporter les délais de réception des candidatures et des offres.

ARTICLE 6 - DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES

Le délai de validité de l'offre est fixé à **240 jours** à compter de la date limite de réception des offres (DLRO).

ARTICLE 7 - CONTENU DU DOSSIER RELATIF A LA CANDIDATURE

Le candidat a le choix de présenter sa candidature :

- soit en mode simplifié en utilisant le Document Unique de Marché Européen en sa version électronique, l'e-DUME (article 7.1 ci-dessous) ;
- soit en mode dématérialisé hors e-DUME (article 7.2 ci-dessous).

Conformément à l'article R. 2143-12 du code de la commande publique, si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques, il justifie des capacités de cet ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié. Par ailleurs, une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché public (article R. 2142-4 du code de la commande publique).

7.1 Constitution du dossier de candidature simplifiée (e-DUME)

Les candidats peuvent déposer une candidature simplifiée *e-DUME* (Document Unique de Marché Européen).

Le dossier doit obligatoirement comporter les éléments suivants :

1. L'e-DUME :

Le candidat peut :

- soit créer un e-DUME « opérateur économique », en activant toutes les rubriques du formulaire électronique et en répondant à toutes les questions, à partir de :
 - de l'utilitaire d'importation et téléchargement disponible à l'adresse URL suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>
 - du site de l'Union européenne via le service en ligne à l'adresse URL suivante : <https://ec.europa.eu/growth/tools-databases/espd/filter?lang=fr/>
- soit utiliser l'e-DUME acheteur créé pour cette consultation sur PLACE. Cette solution permet de ne répondre qu'aux questions sélectionnées par l'acheteur (gain de temps).

NB : Le candidat souhaitant s'appuyer sur la ou les capacités d'un autre opérateur économique devra fournir pour chacune des entités concernées un formulaire e-DUME distinct.

2. L'attestation sur l'honneur concernant la Russie dûment complétée, datée et signée.

3. Une **déclaration sur l'honneur** pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5, L. 2141-7 à L. 2141-11 - du code de la commande publique susvisée et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail, ou document équivalent pour les sociétés non établies en France, concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

Les pièces 2 et 3 devront être déposées en pièce libre sur PLACE au moment du dépôt du pli.

7.2 Présentation de la candidature hors candidature simplifiée (hors DUME)

La constitution **intégrale** de ce dossier de candidature s'impose aux candidats ne souhaitant pas présenter une candidature simplifiée ainsi qu'aux candidats qui satisfont, au moins, à l'une des conditions suivantes :

- se présentent en groupement d'entreprises ;
- ne disposent pas d'un numéro SIRET ;

- sont des entreprises de nationalité étrangère.

La candidature doit contenir, **en mode de transmission dématérialisée**, les documents suivants :

1. **La lettre de candidature** (formulaire DC1) complétée par le candidat se présentant seul ou, en cas de candidature groupée, par l'ensemble des membres du groupement. L'adresse du siège social du candidat (et des membres du groupement le cas échéant) devra être clairement identifiée ;
2. **La déclaration du candidat** (formulaire DC2) complétée par le candidat se présentant seul ou, en cas de candidature groupée, un formulaire DC2 pour chaque membre du groupement ;

La déclaration du candidat doit comporter :

- a. la déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ou preuve par équivalence ;
- b. la déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ou preuve par équivalence ;
- c. la présentation d'une liste des principales fournitures liées à l'objet de l'accord-cadre et effectuées au cours des trois dernières années indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé ou preuve par équivalence. Les livraisons et les prestations de services seront prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique susceptible d'être vérifiée auprès du destinataire. Dans cette optique, l'adresse de ce destinataire devra être mentionnée ;
- d. la déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du marché de même nature (description de l'équipement technique et des moyens employés pour la réalisation des prestations objets du marché) ou, le cas échéant, l'identification de l'opérateur économique sur lequel le candidat s'appuie.

3. En cas de sous-traitance, **la déclaration de sous-traitance ou formulaire DC4**.

4. L'attestation **sur l'honneur concernant la Russie** dûment complétée, datée et signée.

Dans le cas de candidatures groupées, une lettre de candidature par groupement et un dossier complet par cotraitants sont exigés.

Les pièces devront être déposées au format « zip » en pièces libres sur PLACE au moment du dépôt du pli.

Si le candidat est en redressement judiciaire, il adresse la copie du ou des jugements prononcés.

Les opérateurs économiques établis hors France peuvent produire des certificats équivalents établis par les administrations et organismes du pays d'origine.

ARTICLE 8 - CRITERES D'EXAMEN DES CANDIDATURES

Conformément à l'article R. 2142-4 du code de la commande publique, une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché.

Un opérateur économique ne peut agir à la fois :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements ;
- en qualité de membre de plusieurs groupements.

L'acheteur vérifie que l'ensemble des documents demandés au titre des articles 7.1 et 7.2 du présent règlement de consultation ont été transmis et sont recevables.

Les candidatures non recevables seront rejetées.

Conformément aux articles R. 2144-1 à R. 2144-7 du code de la commande publique, l'acheteur examinera la cohérence des moyens présentés avec le résultat attendu dans le cadre du marché.

Il est précisé qu'en cas de groupement, les capacités professionnelles, techniques et financières du groupement sont appréciées de manière globale et non individualisée par membre. Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des compétences requises pour l'exécution de l'accord-cadre.

La sélection s'effectuera selon les critères suivants :

- **au titre de la capacité financière du candidat :**
Le candidat démontre, par tout moyen et notamment au moyen des déclarations de chiffres d'affaires, sa capacité financière.
- **au titre de la capacité professionnelle du candidat :**
Le candidat démontre, par tout moyen et notamment au moyen des références obtenues au titre de marchés similaires, sa capacité professionnelle.
- **au titre de la capacité technique du candidat :**
Le candidat démontre, par tout moyen et notamment au moyen de la description de l'outillage, matériels et équipements techniques, sa capacité technique.
- **au titre des moyens humains du candidat :**
Le candidat démontre, par tout moyen et notamment au moyen de la déclaration des effectifs moyens, ses moyens humains.

L'acheteur éliminera les candidats qui ne présentent manifestement pas les capacités pour exécuter le marché.

ARTICLE 9 - INFORMATIONS RELATIVES AUX CONDITIONS D'ETABLISSEMENT DES OFFRES

9.1 Présentation de l'offre pour chacun des lots

L'acte d'engagement (formulaire ATTRI1) dûment complété indique, dans son annexe financière (bordereau de prix unitaire - BPU), le prix unitaire de chaque article composant le lot.

Pour les fournitures en provenance d'un pays extérieur à l'Union européenne, le prix de l'offre est établi frais et droits de douane compris, sauf en cas d'importations en suspension de droits de douane réalisées en application des dispositions du règlement CE n° 150/2003 du 21/01/2003 portant suspension des droits de douane sur certains armements et équipements militaires.

Les frais de transport et d'emballages ainsi que toutes les matières sont à la charge du titulaire.

9.2 Conditions de recevabilité de l'offre

Il est présenté une offre distincte par lot pour le(s)quel(s) les soumissionnaires entendent faire une offre.

Il est précisé que **chaque lot est indivisible**.

Les remises ne sont pas autorisées.

Les offres variables selon le nombre de lots susceptibles d'être attribués ne sont pas autorisées.

L'offre correspond au prix unitaire de chaque article. Le prix inclut le coût relatif aux différents éléments constitutifs de l'article.

L'offre doit être formulée en euro.

Dans l'hypothèse où aucun délai de livraison ni de garantie n'est indiqué, le soumissionnaire s'engage à exécuter la prestation dans le délai maximum de livraison fixé dans le bordereau de prix unitaire du lot concerné avec une garantie de 2 ans.

Dans l'hypothèse où le délai de livraison indiqué par le candidat est supérieur au délai maximum fixé par l'administration, l'offre du candidat est rejetée.

Si le délai de livraison indiqué est inférieur au délai fixé par l'administration, celui-ci sera contractuel.

Dans l'hypothèse où le délai de garantie indiqué par le candidat est inférieur au délai fixé par l'administration, l'offre du candidat est rejetée.

La candidature, l'offre ainsi que les justificatifs qui les accompagnent doivent impérativement être rédigés en langue française. Les documents remis à l'appui des candidatures dans une autre langue que la langue française doivent être accompagnés d'une traduction en langue française. En cas de contradiction entre les deux documents, la version en langue française fera seule foi.

L'acheteur peut inviter les candidats à régulariser les offres irrégulières à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses et que cette régularisation n'ait pas pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

ARTICLE 10 - CONTENU DU DOSSIER RELATIF A L'OFFRE

Dans le cas où des erreurs purement matérielles seraient constatées dans l'offre du candidat, celui-ci sera invité à corriger l'erreur matérielle constatée. En cas de refus, son offre sera éliminée.

Pour chacun des lots, l'offre dématérialisée doit être rédigée exclusivement en langue française et contenir les éléments suivants :

1. **l'acte d'engagement** (formulaire ATTRI 1) au **format Word** dûment complété non signé ;
2. **Le(s) pouvoir(s)** donné(s) au(x) mandataire(s) par le(s) cotraitant(s) le cas échéant (Cf. § C2 de l'ATTRI) ;
3. **le bordereau de prix unitaires**, relatif au lot considéré, dans lequel seront détaillés :
 - les prix unitaires hors taxe (PU HT) ;
 - le taux de la TVA ;
 - la durée de la garantie ;
 - les délais de livraison proposés en jours.
4. **un relevé d'identité bancaire (RIB) ou postal** et pour les soumissionnaires étrangers, les coordonnées du compte, au nom du soumissionnaire (**pas** de coordonnées bancaires au nom d'une société d'affacturage) ;
5. **une fiche technique valant engagement**, pour chaque lot, en cas d'attribution du marché dûment complétée (formulaire ATTRI 1) ;
6. **un questionnaire de performance environnementale et sociale**, dûment complété et accompagné de tout justificatif jugé utile pour apprécier les éléments de réponse déclarés ;
7. **une grille de prix unitaires détaillée**, établie en euro datée et signée pour le lot pour lequel le soumissionnaire entend faire une offre.
8. **les échantillons** correspondants au lot pour lequel le candidat entend faire une offre.

Les conditions de dépôt des échantillons sont détaillées à l'article 11.2 du présent règlement de consultation.

9. **le dossier technique** pour chaque article composant le lot :

Chaque dossier technique doit répondre point par point à l'ensemble des spécifications techniques mentionnées dans la NTIM de chacun des articles jointes au CCTP. La fourniture de la totalité des dossiers techniques, comprenant le cadre de réponse technique (CRT) et le mémoire technique, pour chaque article du lot pour lequel le soumissionnaire entend faire une offre est obligatoire.

Le dossier technique est composé de 2 volets :

- un volet cadre de réponse technique (CRT) précisant, pour chaque article, les caractéristiques techniques ainsi que les solutions retenues et mises en œuvre par le candidat pour répondre aux besoins de l'administration ;
- un volet « fiche technique » donnant les caractéristiques principales des matières premières et des demi-produits et les attestations de conformité tel que précisé dans les NTIM.

ARTICLE 11 - DÉPÔT DES ÉCHANTILLONS

La fourniture de la totalité des échantillons **pour le ou les lot(s) pour lequel ou lesquels** le soumissionnaire entend faire une offre est **obligatoire**. Elle est attendue au plus tard aux date et heure limites de réception des offres mentionnées à l'article 4.

En l'absence totale ou partielle des échantillons ou en cas de dépôt hors délai, l'offre est considérée comme irrégulière.

IMPORTANT : la date et l'heure limites à prendre en compte sont **la date et l'heure de réception au service** et non celles de l'envoi. Les échantillons reçus après la date et l'heure limites fixées ne seront pas admis.

Seuls les échantillons sont déposés selon les modalités ci-après. Le dépôt de la candidature et de l'offre (hors échantillons) est dématérialisé. Celles-ci sont déposées via PLACE conformément à l'article 12 du présent règlement de consultation.

11.1 Échantillons

Les soumissionnaires doivent faire parvenir les échantillons dans les conditions fixées à l'article 11.2 du présent règlement de la consultation :

LOT	LIBELLE LOT	ARTICLE	NOMBRE
1	Citernes souples pour le transport et/ou stockage d'eaux destinées à la consommation humaine (EDCH) et leurs matériels d'environnement	Citerne souple 7000L EDCH Transport	1
2	Réservoirs souples pour le transport et/ou le stockage d'eaux usées (EU) et leurs matériels d'environnement	Réservoir souple 7000L EU grises Transport	1

Aucune tolérance en quantité n'est admise pour les échantillons. Les échantillons sont définis comme l'exemplaire d'un produit servant à la sélection des offres. Ils font partie de l'offre du candidat.

Les articles déposés à titre d'échantillon porteront les marquages relatifs aux conditions d'emploi. Aucune indication ne devra permettre d'identifier l'identité du soumissionnaire.

Les soumissionnaires prennent à leur charge les frais de transport et si besoin, les formalités et les droits et frais de douane, concernant l'envoi des échantillons.

Les échantillons devenus inutilisables par suite des examens ou des essais techniques ne peuvent donner lieu à paiement, ni indemnités, par la personne publique.

11.2 Conditions particulières d'envoi des échantillons

Le colis contenant les échantillons comportera les références précises de l'appel d'offres et la mention « NE PAS OUVRIR » conformément aux modèles joints en annexe 6 du présent RC.

Tout envoi qui ne comportera pas les mentions énoncées ci-dessus sera déclaré irrecevable et renvoyé à son expéditeur.

Les candidats doivent faire parvenir leurs échantillons sous conditionnement cacheté, par envoi postal ou remise sur place contre récépissé, aux adresses suivantes :

ELOCA DE ROANNE
14 Boulevard de Valmy
42300 ROANNE

Contact : 04.77.44.50.01

Heures d'ouverture : Du lundi au jeudi de 8h30 à 11h30 et de 13h30 à 16h30
Vendredi 8h30 à 11h30

Aux fins d'identification et pour anonymiser les échantillons, par dérogation au marquage prévu dans les NTIM, chaque colis d'échantillonnage doit contenir un bordereau précisant uniquement :

- Lot 1 : Citerne 7000 L EDCH
- Lot 2 : Réservoir 7000 L eaux usées

L'attention des soumissionnaires est attirée sur le fait que l'ELOCA DE ROANNE se situe sur une enceinte militaire dont l'accès est réglementé. En conséquence, il appartient à chaque soumissionnaire de s'assurer que les échantillons seront déposés à l'établissement cité supra contre récépissé, en tenant compte du délai de filtrage au moment de l'entrée sur le site.

IMPORTANT : la date et l'heure limites à prendre en compte sont la date et l'heure de réception au service et non celles de l'envoi. Les échantillons reçus après la date et l'heure limites fixées ne seront pas ouverts.

ARTICLE 12 - PRIME

Pour tenir compte de l'investissement significatif que représente la soumission des échantillons et conformément à l'article R. 2151-15, l'acheteur décide d'accorder une prime dans les conditions précisées ci-dessous.

A l'issue de la procédure, les échantillons sont acquis à l'administration. A ce titre, ils ne seront pas restitués aux candidats.

12.1 Conditions d'attribution de la prime

La prime est accordée aux soumissionnaires ayant fourni l'ensemble des échantillons demandés à l'article 11 du présent règlement de la consultation et dont l'offre finale sera déclarée conforme et classée conformément aux dispositions de l'article 16 à l'exception de l'attributaire du marché qui ne pourra prétendre à la prime.

Les candidats dont l'offre finale aura été jugée irrégulière, inacceptable ou inappropriée au vu des critères rédhibitoires ou des sous-critères de sélection des offres énoncés à l'article 16 du présent règlement ne pourront pas prétendre au bénéfice de la prime.

12.2 Montants de la prime par lot

LOT	LIBELLE LOT	ARTICLE	NOMBRE	Montant de la prime par échantillon HT
1	Citernes souples pour le transport et/ou le stockage d'eaux destinées à la consommation humaine (EDCH) et leurs matériels d'environnement	Citerne souple 7000L EDCH Transport	1	4 000 €
2	Réservoirs souples pour le transport et/ou le stockage d'eaux usées (EU) et leurs matériels d'environnement	Réservoir souple 7000L EU grises Transport	1	4 000 €

12.3 Modalités de versement de la prime

Afin de pouvoir effectuer le versement de la prime, les soumissionnaires seront invités à transmettre un relevé d'identité bancaire.

Versement de la prime

Le versement s'opère sur le compte associé au relevé d'identité bancaire transmis au titre des pièces constitutives des dossiers « offres » (article 10 du présent règlement de la consultation).

Le délai de paiement est de trente (30) jours à compter de la date de notification du courrier portant décision de rejet d'offres **et** choix de l'attributaire.

L'attributaire du lot ne peut prétendre à l'octroi de la prime conformément à l'article R. 2151-15.

Cas particulier : déclaration sans suite de la procédure

Dans le cas où la procédure serait déclarée sans suite et par dérogation à l'article 12 du présent règlement de la consultation, les soumissionnaires pourront prétendre au versement d'une prime selon les modalités suivantes.

- **Si la déclaration sans suite de la procédure intervient avant la livraison des échantillons**, les soumissionnaires ne percevront aucune prime.
- **Si la déclaration sans suite de la procédure intervient après la livraison des échantillons**, l'ensemble des soumissionnaires percevront la prime.

En dehors de ces hypothèses, la déclaration sans suite de la procédure n'ouvrira aucun droit au versement de prime.

ARTICLE 13 - CONDITIONS D'ENVOI DE L'OFFRE

La candidature et l'offre (l'offre s'entend dossiers techniques et échantillons inclus) doivent parvenir **dans les délais indiqués à l'article 4** du présent règlement de la consultation, terme impératif.

Les documents constitutifs de la candidature et de l'offre mentionnés aux articles 7 et 10 doivent être déposés sur PLACE en respectant les modalités décrites ci-dessous.

L'acheteur impose aux candidats de recourir à une transmission électronique via le portail www.marches-publics.gouv.fr pour la remise des candidatures et des offres.

Le candidat doit appliquer la procédure dématérialisée à l'ensemble des documents relatifs à la candidature et à l'offre qu'il transmet à l'acheteur. Aucun pli par voie postale ou par porteur ne sera accepté.

Seuls les échantillons peuvent être envoyés par colis postal (ou par porteur).

13.1 Transmission des candidatures et des offres par voie électronique

Le candidat trouve sur le site www.marches-publics.gouv.fr les modalités d'inscription dans le « Guide d'Utilisation – Utilisateur Opérateur Economique » figurant dans l'encart « aide » du site précité de la plateforme des achats de l'Etat (PLACE).

Le certificat numérique permet de signer numériquement tous les documents transmis par voie électronique. Il doit être établi au nom de la personne habilitée à engager la société et être valide au moment de la signature du document.

Seules les données collectées sur le site du portail www.marches-publics.gouv.fr font foi et peuvent être utilisées pour déposer des plis. Les erreurs liées à l'utilisation de données extérieures au site précité peuvent entraîner le rejet de l'offre. L'acheteur décline toute responsabilité du fait d'éventuelles récupérations de fichiers contenant des erreurs.

13.2 Déroulement de la procédure de transmission du pli

Lorsque le candidat envoie son pli électronique, il reçoit en retour un accusé de réception signé par PLACE indiquant la bonne réception du pli en rappelant les caractéristiques essentielles de la consultation. Cet accusé de réception par courrier électronique sert de preuve de dépôt opposable pour le candidat.

Le candidat peut modifier le contenu de son dossier autant de fois que nécessaire tant que la date et l'heure limites de dépôt ne sont pas dépassées. Cependant et dans ce cas, il doit déposer **à chaque fois**, un dossier complet contenant l'intégralité des documents. Les précédents envois seront rejetés par l'acheteur, sans être ouverts.

Les dossiers électroniques parvenus hors délai seront effacés des fichiers de l'acheteur sans avoir été lus. Le candidat en sera informé.

Seules les données collectées sur le site du portail www.marches-publics.gouv.fr font foi et peuvent être utilisées pour déposer des offres. Les erreurs liées à l'utilisation de données extérieures au site précité peuvent entraîner le rejet de l'offre. L'administration décline toute responsabilité du fait d'éventuelles récupérations de fichiers contenant des erreurs.

13.3 Modalités relatives à la copie de sauvegarde

Le candidat peut effectuer une copie de sauvegarde sur support électronique (**clé USB**). Cette copie du pli est destinée à se substituer en cas d'anomalie au dossier d'offre transmis par voie électronique à l'acheteur.

Cette copie de sauvegarde parvient à la PFC Rambouillet en courrier recommandé avec avis de réception ou est déposée en mains propres **dans les délais impartis pour la remise des plis**. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'il est détecté un virus par l'acheteur lors de la transmission du pli électronique ;
- en cas de défaillance du système informatique supportant la dématérialisation.
- lorsqu'une offre transmise par voie électronique n'a pu être ouverte, sous réserve que la copie de sauvegarde soit parvenue dans les délais impartis pour la remise des offres.

Si la copie de sauvegarde est ouverte, elle est conservée par l'administration comme seul pli dématérialisé de votre candidature et de votre offre.

La copie de sauvegarde est à transmettre dans un pli avec la mention « **copie de sauvegarde – ne pas ouvrir** » et le numéro de la procédure (pour rappel, **DAF_2025_001111**).

L'adresse pour l'envoi de la copie de sauvegarde est la suivante :

<p style="text-align: center;">Monsieur le directeur de la PFC Rambouillet Division Achats Publics / Section Matériel 11, rue de Groussay CS 70106 - 78513 Rambouillet Cedex</p>

13.4 Fournisseur et espace de stockage numérique

L'acheteur informe les candidats de l'existence d'un coffre-fort appelé « annuaire fournisseur et espace de stockage numérique ».

Conformément à l'article R. 2143-13 du code de la commande publique, chaque soumissionnaire aura la possibilité de déposer les divers certificats et attestations sur PLACE via sa fiche fournisseur afin que l'acheteur puisse les obtenir directement.

Dans l'hypothèse où les documents ne sont pas disponibles sur PLACE, le candidat retenu devra fournir toutes les informations nécessaires à la consultation dans un délai de deux semaines à compter de la réception de la demande du service.

ARTICLE 14 - GROUPEMENTS D'ENTREPRISES ET SOUS-TRAITANCE

Candidatures présentées par un groupement d'entreprise

Conformément à l'article R. 2142-21 du code de la commande publique, les soumissionnaires ne peuvent se présenter en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements pour un même lot.

Les soumissionnaires peuvent présenter leur candidature en cotraitance sous la forme d'un groupement conjoint ou solidaire. Si le groupement est conjoint, le mandataire est obligatoirement solidaire (par lot). La composition du groupement ne peut pas être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché.

Toutefois, la composition du groupement peut être modifiée jusqu'à la date de signature de l'accord-cadre dans deux hypothèses seulement (cf. article R. 2142-26 du code de la commande publique) :

- en cas d'opérations de restructuration de société (notamment de rachat, de fusion, ou d'acquisition),
- si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait.

Dans ces cas, le soumissionnaire peut demander à l'acheteur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation sans cet opérateur défaillant, en proposant le cas échéant un autre cotraitant à l'acceptation de l'acheteur.

L'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières du groupement est globale et non individualisée par membre.

Dispositions relatives aux sous-traitances

Conformément aux articles R. 2193-1 à R. 2393-16 du code de la commande publique, les soumissionnaires sont libres de recourir à un sous-traitant.

Conformément aux dispositions de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975, le candidat devra indiquer le nom, la nature et le montant des prestations qui seront sous-traitées à cet opérateur économique.

Le sous-traitant doit être déclaré, soit lors du dépôt de l'offre, soit en cours d'exécution du marché. Le contrat de sous-traitance doit avoir pour support un contrat d'entreprise (au sens du code civil) et non un simple contrat de vente.

ARTICLE 15 - CONDITIONS D'ATTRIBUTION

Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables sont éliminées.

Les offres jugées non conformes sont éliminées.

L'acheteur vérifie que l'ensemble des documents demandés au titre de l'article 3.2 du présent RC ont été transmis et sont recevables.

Les offres pour lesquelles les caractéristiques des échantillons ne correspondent pas aux critères définis dans le présent règlement de la consultation sont éliminées.

L'attribution des lots résulte d'un classement des offres conformes effectué, lot par lot, à partir des critères suivants, identiques pour les trois lots :

- **le critère Qualité (Q)** des dossiers techniques et des échantillons, pondéré par un coefficient de 50 % ;
- **le critère Prix (P)**, pondéré par un coefficient de 40 % ;
- **le critère Environnemental et Social (ES)**, pondéré par un coefficient de 10%.

Les offres conformes sont classées par application de la formule suivante afin de déterminer l'offre économiquement la plus avantageuse :

$$Note_{finale} = (Q \times 50\%) + (P \times 40\%) + (ES \times 10\%)$$

Dans laquelle :

- Q = note du critère Qualité ;
- P = note du critère Prix ;
- ES = note du critère Environnemental et Social.

En cas d'égalité de deux ou plusieurs offres, l'offre ayant la meilleure note « Qualité » est privilégiée.

Pour chacun des lots, un classement des offres est établi dans l'ordre décroissant des notes afin de déterminer l'offre économiquement la plus avantageuse. A l'issue du classement des offres, le candidat ayant obtenu le meilleur classement devient attributaire de l'accord-cadre.

15.1 Le critère Qualité

Pour chacun des lots, le critère Qualité sera apprécié au vu des échantillons fournis et des dossiers techniques (CRT et mémoire technique) en fonction du respect des caractéristiques mentionnées dans les NTIM (Notices Techniques Interarmées Matériel) annexées au CCTP (Cahier des Clauses Techniques Particulières).

Les dossiers techniques et les échantillons sont appréciés et notés par une commission d'examen. Les points liés aux dossiers techniques et aux échantillons sont attribués en fonction du respect des caractéristiques mentionnées dans les NTIM annexées au CCTP.

Avant de procéder à la notation du critère Qualité, pour chacun des lots, chaque article devra répondre aux exigences impératives suivantes :

Respect des exigences impératives	
Matières premières et demi-produits	Conforme
Spécifications générales	Conforme

La non-conformité à l'une des exigences mentionnées supra rend l'offre du candidat non conforme.

La note du critère Qualité (Q) se compose des sous-critères suivants :

➤ **Spécifications souhaitables - Sous-critères d'attribution relatifs à la Qualité (valeur technique de l'offre)**

Analyse et cotation des niveaux de performances ou de la valeur technique des solutions proposées pour satisfaire aux « **Spécifications détaillées** » mentionnées dans les NTIM, selon les modalités d'appréciation détaillées par lot et par articles ci-après.

Le barème de cotation, qui s'applique à l'ensemble des lots, est le suivant :

Niveau de performance ou de la valeur technique de la solution	Nombre de points attribué
Très satisfaisant, répond parfaitement à l'item considéré	10 points
Satisfaisant, répond à l'item considéré	7 points
Insuffisant, répond partiellement à l'item considéré	3 points
Très Insuffisant, répond très partiellement à l'item considéré	1 point
Ne répond pas à l'item considéré ou Solution non décrite dans le dossier technique	Pas de point (non éliminatoire)

LOT 1 – Citernes souples pour le transport et/ou le stockage d'eaux destinées à la consommation humaine (EDCH) et leurs matériels d'environnement

Critères Qualité « Spécifications souhaitables » par article :

Article : Citerne souple 3500L EDCH Transport

Respect des spécifications détaillées	Points attribués
Citerne souple	50 points
Accessoires	35 points
Maintenance	4 points
Pièces de rechange	10 points
Nécessaire de réparation (kit de réparation)	1 point
Note de la valeur technique VT (si note < 75 => élimination)	/ 100 points

Article : Citerne souple 7000L EDCH Transport

Respect des spécifications détaillées	Points attribués
Citerne souple	50 points
Accessoires	35 points
Maintenance	4 points
Pièces de rechange	10 points
Nécessaire de réparation (kit de réparation)	1 point
Note de la valeur technique VT (si note < 75 => élimination)	/ 100 points

Article : Citerne souple 21 000L EDCH Statique

Respect des spécifications détaillées	Points attribués
Citerne souple	50 points
Accessoires	35 points
Maintenance	4 points
Pièces de rechange	10 points
Nécessaire de réparation (kit de réparation)	1 point
Note de la valeur technique VT (si note < 75 => élimination)	/ 100 points

Article : Kit d'isolation thermique citernes souples

Respect des spécifications détaillées	Points attribués
Mise en œuvre	100 points
Note de la valeur technique VT (si note < 75 => élimination)	/ 100 points

LOT 2 – Réservoirs souples pour le transport et/ou le stockage d'eaux usées (EU) et leurs matériels d'environnement

Critères Qualité « spécifications souhaitables » par article :

Article : Réservoir souple 3500L EU grises Transport

Respect des spécifications détaillées	Points attribués
Réservoir souple	50 points
Accessoires	35 points
Maintenance	4 points
Pièces de rechange	10 points
Nécessaire de réparation (kit de réparation)	1 point
Note de la valeur technique VT (si note < 75 => élimination)	/ 100 points

Article : Réservoir souple 7000L EU grises Transport

Respect des spécifications détaillées	Points attribués
Réservoir souple	50 points
Accessoires	35 points
Maintenance	4 points
Pièces de rechange	10 points
Nécessaire de réparation (kit de réparation)	1 point
Note de la valeur technique VT (si note < 75 => élimination)	/ 100 points

Article : Réservoir souple 21 000L EU grises Transport

Respect des spécifications détaillées	Points attribués
Réservoir souple	50 points
Accessoires	35 points
Maintenance	4 points
Pièces de rechange	10 points

Nécessaire de réparation (kit de réparation)	1 point
Note de la valeur technique VT (si note < 75 => élimination)	/ 100 points

Article : Bacs de rétention eaux usées

Respect des spécifications détaillées	Points attribués
Liner et bâche de protection	60 points
Accessoires	40 points
Note de la valeur technique VT (si note < 75 => élimination)	/ 100 points

LOT 3 – Matériel de pompage, de distribution et d'évacuation des eaux et effluents

Critères Qualité « spécifications souhaitables » par article :

Article : Groupe motopompe EDCH

Respect des spécifications détaillées	Points attribués
Groupe motopompe	65 points
Accessoires	30 points
Pièces de rechange	5 points
Note de la valeur technique VT (si note < 75 => élimination)	/ 100 points

Article : Rampe de distribution EDCH

Respect des spécifications détaillées	Points attribués
Rampe de distribution	100 points
Note de la valeur technique VT (si note < 75 => élimination)	/ 100 points

Article : Groupe motopompe eaux usées

Respect des spécifications détaillées	Points attribués
Groupe motopompe	65 points
Accessoires	30 points
Pièces de rechange	5 points
Note de la valeur technique VT (si note < 75 => élimination)	/ 100 points

Article : Kit évacuation eaux usées

Respect des spécifications détaillées	Points attribués
Généralités	60 points
Circuit électrique	20 points
Accessoires	20 points
Note de la valeur technique VT (si note < 75 => élimination)	/ 100 points

Article : Bac à graisse

Respect des spécifications détaillées	Points attribués
Généralités	80 points
Accessoires	20 points
Note de la valeur technique VT (si note < 75 => élimination)	/ 100 points

15.2 Le critère Prix

Pour chacun des lots, le critère Prix sera apprécié en fonction du montant total hors taxe du panier type du lot qui sera calculé par l'acheteur. Le panier type est une simulation de commande qui n'engage en rien l'acheteur. Il est utilisé aux seules fins de sélection des offres conformes dans le calcul de la note du critère Prix. Les prix qui serviront au calcul du panier-type du lot seront ceux figurant dans le bordereau de prix unitaires (BPU).

Les quantités servant au calcul du panier-type du lot sont précisées par lots et par articles ci-après :

LOT 1 - Citernes souples pour le transport et/ou le stockage d'eaux destinées à la consommation humaine (EDCH) et leurs matériels d'environnement		
N° ITEM	DÉSIGNATION	QUANTITÉ
1	Citerne souple 3500 litres EDCH transport	30
2	Citerne souple 7000 litres EDCH transport	60
3	Citerne souple 21 000 litres EDCH statique	20
4	Kit d'isolation thermique pour citernes souples	60

LOT 2 - Réservoirs souples pour le transport et/ou le stockage d'eaux usées (EU) et leurs matériels d'environnement		
N° ITEM	DÉSIGNATION	QUANTITÉ
1	Réservoir souple 3500 litres EU grises transport	20
2	Réservoir souple 7000 litres EU grises transport	30
3	Réservoir souple 21 000 litres EU grises statique	10
4	Bacs de rétention 3500/7000 litres eaux usées	30
5	Bacs de rétention 21 000 litres eaux usées	10

LOT 3 - Matériel de pompage, de distribution et d'évacuation des eaux et effluents		
N° ITEM	DÉSIGNATION	QUANTITÉ
1	Groupe motopompe EDCH	20
2	Rampe de distribution EDCH	30
3	Groupe motopompe pour eaux usées	10
4	Kit évacuation eaux usées	10
5	Bac à graisse	10

La note du critère Prix (P) est appréciée de la façon suivante :

$$P = 100 \times \left(\frac{O_{min}}{O} \right)$$

Dans laquelle :

- O_{min} = montant total HT en euros du panier type proposé par le soumissionnaire le moins disant ;
- O = montant total HT en euros du panier type proposé par le soumissionnaire.

15.3 Le critère Environnement et Social

Pour chacun des lots, la note du critère Environnement et Social (ES) sera appréciée en fonction des réponses apportées au questionnaire de performance environnementale et sociale.

Sous-critères	Nombre de points
Plastiques recyclés et / ou matières synthétiques dans la fabrication des articles Utilisation de plastiques recyclés dans la fabrication des articles : 25 pts Absence d'utilisation de plastiques recyclés dans la fabrication des articles : 0 pt	25 points
Réemploi de carton ou palette recyclés pour le conditionnement des articles Réemploi de carton ou palette pour le conditionnement des articles : 25 pts Absence de réemploi de carton ou palette pour le conditionnement des articles : 0 pt	25 points
Entreprise de l'économie sociale et solidaire (EESS)	25 points

Recours à une entreprise de l'EESS : 25 pts Absence de recours à une entreprise de l'EESS : 0 pt	
Emploi de personnes en situation de handicap ou en insertion sociale	
Présence d'employé(s) en situation de handicap ou en insertion sociale : 25 pts Absence d' employés en situation de handicap: 0 pts	25 points
TOTAL	100 points

ARTICLE 16 - CHARTE ET LABEL « RELATIONS FOURNISSEURS ET ACHATS RESPONSABLES » (RFAR)

Depuis de nombreuses années, le ministère des Armées s'est engagé dans un parcours lui permettant de faire progresser ses pratiques responsables. Après avoir signé la Charte « Relations Fournisseurs et Achats Responsables » en 2010 puis en 2021, il est labélisé « Relations Fournisseurs et Achats Responsables » (RFAR), adossé à la norme ISO 20400 délivré par la Médiation des entreprises et le conseil national des achats depuis 2014. Il encourage désormais le développement des bonnes pratiques en matière de RSE. A cet effet, le ministère des Armées invite ses fournisseurs à s'engager dans un parcours français d'achats responsables, en signant la Charte RFAR, et aboutissant, pour les plus engagés et les plus déterminés, à l'obtention du Label RFAR.

Le label n'est pas un critère de sélection.

Le titulaire pourra informer le ministère des Armées de toute démarche entreprise en la matière, notamment la signature de la Charte RFAR ou l'obtention du Label RFAR et/ou toute norme ou tout label équivalent.

La Médiation des entreprises et le Conseil national des achats (CNA) vous accompagnent dans cette démarche.

Pour toute information, consultez le site internet : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>
Contact : labelrfar@finances.gouv.fr.

ARTICLE 17 - PROCÉDURE DE RECOURS

17.1 Instance chargée des procédures de recours

En cas de litige relatif à la procédure en cours, la loi française est seule applicable.
Les tribunaux français sont seuls compétents.

S'agissant de la consultation en cours, les coordonnées du tribunal administratif de Versailles sont :

<p>Greffe du tribunal administratif de Versailles 56, avenue de Saint Cloud 78011 Versailles</p> <p>Téléphone : +33 139205400</p> <p>Courrier électronique (courriel) : greffe.ta-versailles@juradm.fr Adresse internet (URL) : http://versailles.tribunal-administratif.fr</p>

17.2 Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours

Greffe du tribunal administratif de Versailles
56, avenue de Saint Cloud
78011 Versailles

Téléphone : +33 139205400

Courrier électronique (courriel) : greffe.ta-versailles@juradm.fr

Adresse internet (URL) : <http://versailles.tribunal-administratif>